



## **Quelle est la portée des manifestations actuelles en Égypte?**

Les manifestations actuelles en Égypte sont importantes à l'échelle internationale pour deux grandes raisons. Tout d'abord, l'Égypte a un poids démographique, géographique et politique considérable. Avec ses 79 millions d'habitants, l'Égypte est le pays le plus peuplé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord; les manifestations en Égypte trouvent un écho dans ces deux régions. L'Égypte contrôle le canal de Suez, un lieu stratégique sur le plan géopolitique, partage une frontière avec Israël, et se soumet depuis 30 ans à la politique des États-Unis sur le conflit israélo-palestinien. Grâce à son économie diversifiée et relativement développée, l'Égypte s'impose comme un joueur économique et un partenaire commercial de taille dans la région.

Ces manifestations sont également marquantes parce qu'elles comptent parmi les mouvements de protestation les plus importants observés depuis des décennies en Égypte. Au plus fort du mouvement, de 200 000 à plus de 1 million de personnes se sont rassemblées dans les rues. Il s'agit des manifestations les plus imposantes depuis l'arrivée au pouvoir du président Hosni Moubarak en 1981, d'une portée comparable à celle des grandes *émeutes du pain* de janvier 1977<sup>1</sup>. Cette année-là, des centaines de milliers d'Égyptiens appauvris avaient protesté contre l'abolition des subventions sur les produits de base demandée par la Banque mondiale et le FMI et avaient forcé le gouvernement égyptien à les rétablir.

## **Qui dirige les manifestations?**

Pendant plusieurs années, Moubarak a empêché la formation d'une opposition légale efficace à son régime. Ainsi, les manifestations actuelles ont été largement spontanées et ont évolué indépendamment des groupes d'opposition organisés. Le mouvement de manifestation est, par conséquent, animé par des groupes très diversifiés : musulmans et chrétiens, jeunes et vieux, syndicalistes, mal nantis, membres frustrés de la classe moyenne, intellectuels.

Le coup d'envoi des protestations antigouvernementales a été donné sur la page Facebook du jeune blogueur Wael Ghonim, *We are all Khaled Said*, lancée à la mémoire d'un jeune homme battu à mort en public par les autorités policières en juin 2010. Les jeunes technophiles ont vite fait de propager le mouvement sur la page Web et dans d'autres médias sociaux.

## **Pourquoi les manifestants réclament-ils la démission de Moubarak?**

Les élections illégitimes de 2010. Le régime de Moubarak a été marqué par de nombreuses années de corruption et de violation des droits de la personne. Lors des élections de 2010, les fraudes électorales ont été généralisées, les observateurs électoraux ont été exclus des bureaux de vote et les électeurs ont été intimidés par des forces armées. Le gouvernement a réprimé les médias, y compris les blogueurs. Nombre de militants politiques ont été arrêtés et harcelés. On a empêché les candidats ayant des liens avec les Frères musulmans<sup>2</sup> de se présenter comme indépendants, comme ils l'avaient fait en 2005 lorsqu'ils avaient gagné 20 pour cent des sièges. La fraude électorale flagrante en 2010 a permis au Parti national démocratique d'obtenir une victoire écrasante et a provoqué la grogne de la population<sup>3,4,5</sup>.

Les lois répressives de *sécurité*. La loi sur l'état d'urgence promulguée à la suite de l'assassinat d'Anouar Sadate en 1981 est demeurée en vigueur jusqu'en 2011. Cette loi donne aux responsables de la sécurité carte blanche pour réprimer les manifestations, prohiber les rencontres publiques et procéder à des détentions à durée indéterminée sans inculpation. Le gouvernement de Moubarak a prorogé la loi en 2008 et 2010 malgré la promesse faite en 2005 de la laisser expirer<sup>6</sup>. Selon Human Rights Watch, 297 personnes ont été tuées lors des dernières manifestations, la plupart par balles réelles. Seulement 15 de ces décès se sont produits lors des affrontements entre les manifestants et les représentants pro-Moubarak les 2 et 3 février<sup>7</sup>.

La corruption. Transparency International a donné à l'Égypte une note de 3,1 sur 10 sur son indice de perception de la corruption 2010 (10 équivalant à un niveau élevé d'*intégrité* perçue)<sup>8</sup>. Les entreprises étrangères désirant faire affaire en Égypte doivent généralement céder 20 pour cent des intérêts à des Égyptiens éminents. Selon des sources dignes de confiance, Moubarak, pendant ses années au pouvoir, et ses deux fils ont accumulé une fortune de 15 à 30 milliards de dollars<sup>9</sup>. Le droit du travail en Égypte interdit la formation de syndicats indépendants et exige que les travailleurs adhèrent à la Fédération des syndicats égyptiens (*Egyptian Trade Union Federation* - ETUF), laquelle est contrôlée par le régime de Moubarak. Le droit de grève est très restreint<sup>10</sup>.

La très forte concentration de la richesse. Le produit national brut s'élève à la maigre somme de 2 000 \$ par famille<sup>11</sup> et 40 pour cent des Égyptiens vivent sous le seuil de la pauvreté de 2 \$ américain par jour. Dans le sillage des grandes politiques de privatisation de Moubarak, les familles proches de son régime ont fait main basse sur des entreprises publiques rentables et sur de vastes territoires appartenant à l'État. Elles ont également obtenu des monopoles sur les marchés de produits de base stratégiques tels le fer, l'acier, le ciment et le bois. Des industries du secteur privé fabriquant des produits dangereux sur le plan environnemental, comme la céramique, le marbre et les engrais, ont pris leur essor sans réglementation efficace et au détriment de la santé publique, alors que les industries-clés de l'Égypte déclinaient. Le Parti

national démocratique de Moubarak a été le principal outil utilisé par cette nouvelle classe d'entrepreneurs pour consolider et protéger sa richesse<sup>12</sup>.

## Qu'est-ce qui pourrait remplacer le régime de Moubarak?

L'armée égyptienne. L'armée est relativement appréciée par la population égyptienne; contrairement aux forces policières de la sûreté, l'armée a rarement étouffé les manifestations populaires par le passé. L'armée – vexée que Moubarak veuille nommer comme successeur son fils Gamal plutôt qu'un militaire – a tout d'abord refusé de contenir les manifestations actuelles. Cependant, les officiers intermédiaires et supérieurs jouissent d'immenses privilèges économiques, détiennent souvent de grandes entreprises et constituent, dans une certaine mesure, une élite parallèle à l'élite commerciale. Comme l'a noté Paul Kingston, l'armée égyptienne n'est pas neutre, mais « elle joue [plutôt] double jeu, espérant sortir gagnante d'un régime modifié, mais toujours autoritaire. » Human Rights Watch a signalé le 9 février que l'armée et la police militaire avaient également arrêté et battu un grand nombre de manifestants<sup>13</sup>.

Le vice-président Omar Souleiman. Le 29 janvier 2011, Moubarak a nommé à la vice-présidence du pays Souleiman, qui assurait la direction de l'Agence nationale du renseignement de l'Égypte depuis 1993. Des accusations crédibles de sa participation à des actes de torture ont été rendues publiques<sup>14 15</sup>, ce qui a miné les efforts déployés pour le présenter comme un agent de réforme légitime<sup>16</sup>.

En l'absence de cadres sociaux et politiques formels permettant les débats, les manifestants égyptiens pourraient opter pour un gouvernement intérimaire dirigé par une personnalité respectée sur le plan international, mais complètement indépendante du régime Moubarak. Ce leader (par exemple, Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, ou Mohamed ElBaradei, ancien inspecteur des armes au service de l'ONU) aurait la tâche de coordonner le processus de transition et la tenue prochaine d'élections démocratiques présidentielles et législatives.

## Est-ce que le départ de Moubarak pourrait compromettre la paix au Moyen-Orient?

À la fin des années 1970, le prédécesseur de Moubarak, Anouar Sadate, avait négocié un accord de paix avec Israël, lequel est resté en vigueur jusqu'en 2011. L'entente a permis la restitution pacifique de la péninsule du Sinaï par Israël (qui l'occupait militairement depuis 1967) à l'Égypte. Pour les Israéliens, cet accord neutralisait leur voisin le plus menaçant et rompait le front uni des dirigeants arabes de l'époque pour les négociations sous le principe de la terre contre la paix. L'entente a suscité la colère d'autres acteurs arabes de la région – par exemple, la Syrie, les Palestiniens, les Jordanien – qui l'ont considérée comme une trahison des intérêts régionaux arabes. Elle a aussi irrité de nombreux Égyptiens, qui voyaient dans la décision de Sadate un symbole d'asservissement aux intérêts américains et israéliens dans la région.

Moubarak a continué de soutenir l'accord de paix avec Israël conclu par Sadate. Moubarak s'est également montré très conciliant quant au contrôle de la frontière entre l'Égypte et Gaza, suivant pour l'essentiel la position des États-Unis relativement à la sécurité et à la fermeture de la frontière<sup>17</sup>. Bien qu'une nouvelle orientation belligérante contre Israël fasse vraisemblablement peu d'adeptes en Égypte à l'heure actuelle, beaucoup d'Égyptiens sont très préoccupés par les violations israéliennes des droits de la personne à l'endroit des Palestiniens et par la participation implicite de l'Égypte à ces violations. Un nouveau régime, plus indépendant des États-Unis et d'autres sources de pressions, aurait quelques cartes dans son jeu pour négocier et pourrait faire valoir l'urgence d'un règlement des revendications légitimes de longue date des Palestiniens.

<sup>1</sup> Conversation entre CJPMO et Paul Kingston, 8 février 2011. P. Kingston observe que 5 millions d'Égyptiens sont descendus dans la rue pour pleurer la mort de Gamal Abdel Nasser, qui avait présidé le pays de 1956 à 1970, et qu'un nombre comparable de manifestants avaient fait de même à la mort d'un chanteur populaire.

<sup>2</sup> Les Frères musulmans sont un groupe islamiste non violent et modéré fondé en Égypte en 1928, mais interdit par les gouvernements successifs, dont celui de Moubarak.

<sup>3</sup> The Guardian, « *Egypt's 'election' was pure stagecraft, directed by a dictator* », 1<sup>er</sup> décembre 2010.

<sup>4</sup> Human Rights Watch. « *Elections in Egypt* », 23 novembre 2010.

<sup>5</sup> The Guardian. « *Egyptian elections: opposition alleges fraud* », 29 novembre 2010, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/nov/29/egyptian-opposition-alleges-election-fraud>.

<sup>6</sup> Human Rights Watch. « *Elections in Egypt* », 23 novembre 2010.

<sup>7</sup> Huffington Post. « *Egypt Protests Leave 297 Killed: Human Rights Watch* », 8 février 2011.

<sup>8</sup> The Guardian. « *Corruption index 2010 from Transparency International: find out how each country compares* », 26 octobre 2010.

<sup>9</sup> CBC. « *Just where does Hosni Mubarak's wealth come from really?* », 8 février 2011.

<sup>10</sup> Human Rights Watch. « *World Report 2011: Egypt* » et « *World Report 2010: Egypt* ».

<sup>11</sup> CBC. « *Just where does Hosni Mubarak's wealth come from really?* », 8 février 2011.

<sup>12</sup> The Guardian. « *A private estate called Egypt* », 6 février 2011.

<sup>13</sup> Human Rights Watch. « *Egypt: Investigate Arrests of Activists, Journalists* », 9 février 2011.

<sup>14</sup> Al Jazeera. « *Suleiman: The CIA's man in Cairo* », 7 février 2011.

<sup>15</sup> ABC News. « *New Egyptian VP Ran Mubarak's Security Team, Oversaw Torture* », 1<sup>er</sup> février 2011.

<sup>16</sup> The Guardian. « *Egypt protesters defiant as Omar Suleiman warns of coup* », 9 février 2011.

<sup>17</sup> Voir la fiche-info de CJPMO « *Le rôle de l'Égypte dans le siège de Gaza* », avril 2009.